

LETTRE de Mr ANCEY



ASSOCIATION pour la SAUVEGARDE des BATIMENTS du CMC

2 rue des cendres

71430 Palinges

06.26.68.05.40

emmanuel.sauvage@wanadoo.fr

sauver-cmc.com

LETTRE de Mr ANCEY

Le CEMAGREF est l'organisme qui a été chargé de réaliser une étude sur les risques d'avalanches à Saint Hilaire du Touvet. Lors des démarches de sauvegarde du CMC a été envoyé un courrier au CEMAGREF avec une copie du compte rendu du 25/07/01 rédigé par eux même. Ce compte rendu (*visible sur le site dans la rubrique « il faut sauver le CMC »*) est agrémenté de commentaire de l'association.

Suite à ce courrier, le CEMAGREF a joint le rédacteur et réalisateur de ce compte rendu. Il est aujourd'hui en Suisse et ne travaille plus pour le CEMAGREF. Il s'agit de Monsieur Ancey Christophe.

Celui-ci a réagi en envoyant un courriel le 02/04/09. Voici la copie de ce courriel. Ensuite une synthèse vous est proposée.

Le courriel de Mr Ancey :

Bonjour

Un de mes collègues français m'a transmis l'adresse de votre site avec l'annonce d'une démolition du CMC. Il est longuement fait référence au rapport du Cemagref. Je suis l'auteur de ce rapport, tout du moins du second rapport en 1999 (un premier rapport Cemagref-RTM avait été remis à la commune en 1996, mais manifestement le niveau de responsabilité a été jugé tel à l'époque qu'aucun ingénieur du Cemagref n'avait souhaité répondre jusqu'à ce que le chef de département me demande de reprendre le dossier en main fin 1998); j'ai également géré ce dossier avec la préfecture jusqu'à mon départ du Cemagref en 2003. Il n'y a pas eu de notes entre ce rapport (04/10/1999) et l'année 2001, indiquée comme étant la fin de l'étude du Cemagref. J'ai eu vent de "documents de synthèse" du Cemagref (ma femme a été kiné aux Petites Roches au début des années 2000), mais de tels documents n'ont jamais été écrits par moi. Le problème d'avalanche sur le site est avéré, mais ne pose pas de problème majeur de protection avec les techniques de protection actuelles. Un bâtiment comme le CHU Grenoble nord est également soumis à des risques naturels importants (crue de l'Isère, tremblement de terre). Le coût de l'époque pour la construction de digues et tourne n'avait rien de prohibitif; de mémoire, cela représentait 1/10 des travaux de rénovation (comme l'entrée avec les baies vitrées, la mise au norme incendie, etc.) entrepris au milieu des années 90. Le coût était inférieur au coût de rénovation du dispositif paravalanche de Taconnaz endommagé en 1999 et 2006. En bref, un certain nombre de personnes se sont abritées derrière mon étude pour prendre une décision de délocalisation, voire de démolition, mais vous pouvez reprendre mes propos sur votre site et affirmer qu'il s'agit bien d'un prétexte. Les discussions avec la Préfecture et les différents acteurs

LETTRE de Mr ANCEY

n'ont jamais porté là-dessus, mais uniquement sur les travaux et les procédures de suivi. J'ai appris la décision de fermer les établissements par ma femme (donc la rumeur circulait bien à cette époque-là) alors que le service RTM qui instruisait le dossier au nom de l'Etat n'était pas même au courant d'une telle décision. Vu de l'extérieur, c'est une triste affaire en termes d'aménagement du territoire et de gestion de l'argent public. Je reste à votre disposition si vous avez besoin de plus d'information sur le risque d'avalanche dans le cadre du travail que j'avais réalisé il y a 10 ans.

Bien cordialement,

Christophe Ancey

SYNTHESE :

Par ce courriel, on peut tirer plusieurs conclusions,

- ✓ Le risque d'avalanche n'est pas si catastrophique que ça, puisque il est très facile de sécuriser les établissements.
- ✓ Ce risque d'avalanche a bien servi à faire délocaliser l'activité et même de détruire les bâtiments !
- ✓ Après cette étude (1999) un suivi devait être réalisé jusqu'en 2001. Ce suivi n'a jamais eu lieu
- ✓ L'hôpital nord de Grenoble et lui aussi soumis à des risques naturels (inondation, séismes) mais là, rien n'est fait, personne ne dit rien
- ✓ Le cout de sécurisation n'est pas aussi élevé que ce qu'on le fait entendre.
- ✓ Il y a un gaspillage phénoménal de l'argent public.

Il fut une époque liée à l'exode rural, aujourd'hui **EST ORGANISE**

L'EXODE RURALE